

[Texte]

• 2030

The European Community has the right to lodge an objection against this particular decision. But it has not done so yet; which is in fact very encouraging, because the moral authority that flows from this particular decision that there shall be no fishing at all in 3L I think is quite significant. However, the European Community is very uneasy about this particular decision and has made overtures to us, to the department, and to me privately . . . Mr. Kellegher, the Deputy Commissioner of Fisheries in the European Community, to have meetings with him. But it still has not lodged an objection; which I find very interesting.

The fact of the matter is, however, that anyone who wants to fish in that particular area outside the 200-mile zone is free to do so. They are international waters; and the reference that has been made to this by Mr. Baker is quite correct. We would hope, however, that through international agreement of the kind I have just referred to, and by international negotiation, indeed with the Americans also, the 2J3KL stock would be protected by careful management, and if that requires no fishing in 3L, hopefully there would be international agreement on that.

In fact, I have had a meeting with the administrator of the organization called NOAA in the United States, which covers both the atmospheric and the oceanographic aspects of the United States administration, Mr. Kalio, and as a result of that meeting I am very encouraged that the Americans will see the importance of international agreement. After all, it is a limited stock. I pointed out to my counterpart that we are talking about the classical, what is called "the tragedy of the commons". In other words, everybody thinks they can take one more fish out, but in the final analysis one kills the entire stock. So while they may have a short-term advantage in fishing in that area, in the long run not only does it do damage to Canada but it will damage their own efforts as well, because there will be no more fish to be caught.

So both with the Europeans and the Americans, Mr. Baker, I am hopeful that through a process of rational and careful consultation and discussion agreements will be reached whereby the 2J3KL stock will indeed be internationally protected. It may take a year or two years to reach that agreement. But I felt the mood in Halifax was such, and the subsequent meetings with Mr. Kalio in Ottawa were sufficiently encouraging, that this is the way we have to go. And that is probably the way other countries will agree we should go, including the European Community.

I hope to visit my counterpart in Brussels before too long. I have had some discussions about that with the Minister. We will see how that develops. But I think it is very important for members of this committee to realize that the moratorium on fishing in 3L, although it may be objected to by Europe, has not been objected to by Europe yet. I think the European Community has come to the realization that we will have to sit down and find another solution than just blindly overfishing on the nose of the Grand Banks.

[Traduction]

La Communauté européenne a le droit de déposer une objection contre cette décision. Mais elle ne l'a pas encore fait, ce qui est réellement très encourageant car l'autorité morale qui découle de cette décision—l'interdiction de toute pêche dans le secteur 3L—me paraît très importante. Cependant, la Communauté européenne a beaucoup de mal à l'accepter et nous a fait des ouvertures, au ministère et à moi en particulier . . . nous demandant de rencontrer M. Kellegher, le sous-commissaire aux Pêches de la Communauté européenne. Mais elle n'a toujours pas déposé d'objection, ce que je trouve très intéressant.

Le fait est, malgré tout, que quiconque veut pêcher dans ce secteur particulier, en dehors de la limite des 200 milles, est libre de le faire. Ce sont des eaux internationales et ce que M. Baker en a dit est tout à fait juste. Nous espérons, cependant, que par un accord international comme celui dont je viens de parler, et par des négociations internationales englobant les États-Unis, le poisson du secteur 2J3KL pourra être protégé par une gestion prudente et si, pour y parvenir, il faut renoncer à pêcher dans le secteur 3L, nous espérons pouvoir conclure un accord international à ce sujet.

J'ai d'ailleurs rencontré un administrateur d'une organisation américaine intitulée NOAA qui s'occupe aux États-Unis de tout ce qui touche à l'atmosphère et aux océans, M. Kalio, et je suis sorti de cet entretien très optimiste quant à la disposition des États-Unis à conclure une telle entente internationale. Après tout, le nombre de ces poissons est limité. J'ai fait valoir à mon homologue qu'il s'agit là du cas classique, de ce que j'appelle *la tragédie des communs*. Autrement dit, tout le monde croit pouvoir sans risque prélever un poisson de plus mais, en dernière analyse, on finit par tuer la totalité du stock. Ainsi donc, même si les États-Unis ont l'avantage à court terme de pouvoir pêcher dans cette région, à long terme cela fait du tort non seulement au Canada mais également aux pêcheurs américains car il n'y aura bientôt plus de poissons à prendre.

J'ai donc bon espoir, monsieur Baker, que nous pourrions conclure, après des consultations et des négociations rationnelles et prudentes, des ententes internationales, tant avec les Européens que les Américains, pour protéger le poisson du secteur 2J3KL. Il faudra peut-être attendre une année ou deux avant d'y parvenir mais j'ai trouvé que l'ambiance à Halifax, et celle que j'ai rencontrée dans mes entretiens ultérieurs avec M. Kalio à Ottawa, étaient suffisamment encourageantes et je pense que c'est bien ainsi qu'il faut procéder. Je pense que les autres pays en tomberont probablement d'accord, y compris ceux de la Communauté européenne.

J'espère rencontrer mon homologue de Bruxelles sous peu. J'en ai déjà parlé avec le ministre. Nous verrons ce qui en sortira. Mais je pense qu'il est très important que les membres du Comité sachent que le moratoire sur la pêche dans le secteur 3L, même s'il suscite des objections en Europe, n'a pas encore fait l'objet d'une opposition officielle. Je pense que la Communauté européenne se rend compte qu'il faudra négocier et trouver une solution autre que d'épuiser aveuglément les stocks sur le nez des Grands bancs.